

Collégialité et centralité dans le mouvement national algérien 1925-1955

Mohamed Lakhdar MAOUGAL*

De quelques problèmes du nationalisme algérien à travers un entretien avec Saïd-Nacer Boudiaf ancien maquisard (wilaya I) et chercheur en histoire

A l'occasion d'un entretien autour du 20 août 1955, Saïd-Nacer Boudiaf, ancien maquisard dans la wilaya I, ancien militant du PRS, et travailleur émigré retraité se livrant à des recherches sur l'histoire du mouvement national, a bien voulu se prêter à un entretien poussé sur une question lancinante relative aux crises du mouvement national algérien de sa fondation dans les années 20 à son aboutissement dans les années 50. Cet entretien s'inscrit dans la préparation du tome III de l'ouvrage consacré aux élites algériennes que Saïd-Nacer Boudiaf coordonne depuis son lieu de retraite à l'abri de toute pression (les interventions tonitruantes des castes de la famille révolutionnaire) et de toute agitation (les affaires Chihani Bachir et Abane Ramdane en sont une des expressions les plus lamentables).

Dans ce présent travail, seuls les points les plus saillants seront évoqués et soulevés en attendant la parution du livre qui apportera les clarifications idoines sur le problème en question

La question de la centralité et de la collégialité semble avoir été au point le plus névralgique du processus de formation, de cristallisation et de dépérissement du mouvement national algérien dont il faudra, selon Saïd-Nacer Boudiaf, se décider à faire l'historique de manière sereine et surtout scrupuleuse afin de donner aux générations futures une image la moins déformée possible de cette épopée dans laquelle les hommes auront été souvent des acteurs volontaristes mais pas toujours à la hauteur des exigences d'un mouvement de pareille envergure. C'est pourquoi Saïd-Nacer Boudiaf propose qu'on fasse une histoire des idées plutôt que celle des hommes, une histoire de la philosophie politique et idéologique plutôt que celle des partis et des organes structurants. Il faut,

* Sociologue, maître de conférence, Université d'Alger, chercheur associé au CNRPAH Alger, professeur de sociologie culturelle à l'IDRI (AE), écrivain essayiste, journaliste, membre du conseil de la revue *Insaniyat* CRASC.

selon lui, objectiver au maximum cette histoire en la dépersonnalisant totalement. Il propose, pour ce faire, une démarche qui vient en contrepoint des mono-biographies, des itinéraires fabriqués ou préfabriqués, toujours plus ou moins suspects, etc. en tout cas plus narcissiques que pédagogiques.

En prenant le problème à travers un des constituants les plus sensibles de la question organique - un peu à la manière de la réflexion menée au milieu du siècle dernier par Georg Lukacs -, Saïd-Nacer Boudiaf vise à jeter les bases d'une pratique d'évaluation critique de l'action révolutionnaire dans laquelle le peuple algérien s'était lancé depuis le début du siècle mais au cours de laquelle il n'a pas toujours rencontré l'encadrement élitiste adéquat¹. Il entend livrer au titre de son vécu et de son expérience «dépersonnalisés » quelques préoccupations et beaucoup de questionnements pour participer à sa manière à une écriture honnête et courageuse de notre histoire contemporaine.

La collégialité, principe cardinal du mouvement national

Revenant sur l'histoire de la collégialité et sur celle de la centralité comme mouvement dialectique structurant du nationalisme algérien, Saïd-Nacer Boudiaf rappelle que du point de vue de l'analyse archéologique (point de vue de Michel Foucault) des comportements culturels, la tradition algérienne semble avoir été marquée profondément par une pratique de collégialité et de consensualité. C'est ce qui a retardé probablement pour longtemps l'émergence d'une centralité étatique ou partisane forte et unique à défaut d'être uniformisatrice². De l'avis plus ou moins autorisé de beaucoup d'historiens et de sociologues, il semble que le comportement culturel algérien se caractérise par un penchant libertaire et anarchisant qui confère au recours à la collégialité et repousse plus ou moins énergiquement et avec beaucoup de circonspection et de méfiance tout penchant à la centralité (peut-être est-ce là un comportement égalitariste plus que réellement démocratique). Saïd Nacer Boudiaf croit déceler cela dans le fait capital que c'est la paysannerie algérienne depuis l'antiquité jusqu'au déclenchement de la guerre nationale d'indépendance qui aura toujours été le fer de lance du

¹ Boudiaf, S.N., « les intellectuels et collectifs et les intellectuels organiques », *Les élites algériennes, histoire et conscience de caste*, tome II, Alger, éditions APIC, septembre 2004. (Ouvrage collectif : Maougal, M.L., avec la participation de Kassoul Aïcha et de Kebbas Malika)

² Boudiaf, S.N., « Elites, Etats et communautés, Nation », *Les élites algériennes, histoire et conscience de caste*, tome I, Alger, éditions APIC, juillet 2004, (ouvrage collectif : Maougal, M.L., avec la participation de Kassoul Aïcha et de Kebbas Malika)

patriotisme et qui n'a, donc, aucun complexe vis à vis du milieu citadin souvent plus cosmopolite et moins réfractaire à la cohabitation avec les colonisateurs successifs.

Ce principe de collégialité, Saïd-Nacer Boudiaf en retrouve les ersatz jusque dans les structurations horizontales actuelles des mouvements dits des « Arouch ».

Revenant sur l'épopée militante de l'Emir Khaled auquel il est en train de consacrer une recherche originale, Saïd-Nacer Boudiaf considère qu'il aura été la dernière et ultime incarnation de l'héroïsme révolutionnaire. L'éducation militariste de l'Emir (ex-saint-cyrien) et ses engagements politiques pragmatiques ouverts à tous les courants en vue de les unifier dans le combat national libérateur ont fait que ce personnage central du mouvement national incarnait paradoxalement en son combat politique un esprit de collégialité ayant permis de faire de lui le Président d'honneur de l'Etoile nord-africaine, l'interlocuteur privilégié de l'Union Intercoloniale et des partis progressistes au lendemain de la première guerre mondiale et le porte étendard des derniers soulèvements populaires en Algérie, comme le soulèvement de Touzline en 1923 chez les Chaouia Haraktas (Ouled Khanfar, Ouled Khiar, Ouled Khiat, Segnia) de l'actuelle wilaya d'Oum El Bouaghi.

Conjuguant judicieusement l'interventionnisme clandestin en appui à l'épopée de son jeune oncle, Abdelmalek, le condottiere du Rif marocain (entre 1915 et 1924, après sa démobilisation) ou la lutte politicienne électoraliste (Alger, 1919) ou encore la lutte politique militante et volontariste (Sétif, Batna, 1920-1921) avec la résistance paysanne dont il est témoin et avocat (Aïn-Beïda, 1923) l'Emir faisait preuve d'un esprit libéré des contraintes de la nécessité organique fortement disciplinée et rigoureusement centralisée et enserrée dans une discipline surfaite. Comptant peut-être sur l'aura de son grand-père et un peu moins sur la sienne propre, il sut composer avec la culture séditeuse et collégiale du peuple algérien au sein duquel il n'était pourtant pas né.

Saïd-Nacer Boudiaf considère la naissance et le développement de l'ENA comme un exemple de fonctionnement type de collégialité. D'abord ce regroupement politico-syndical, le premier dans l'histoire de l'Algérie indigène mais qui se réalise en émigration loin des centres de pressions multiples qui verrouillent en Algérie toute tentative de structuration non traditionnelle voire traditionaliste. La première rupture dans l'organisation sociale algérienne en sa version moderne et moderniste fut bien entendu l'ENA. Elle aura regroupé des Algériens de toutes les régions (Tell, Hauts Plateaux, sud et Sahara et d'est en ouest de Beni Abbes à Tébessa). Cette collégialité s'exprimera également dans le

fait que l'Etoile n'était pas une organisation centralisée et bureaucratique. Elle fédérait aussi des associations et mouvements émigrés de Lyon, du Nord-Picardie et du Sud-Provence. De plus, la collégialité qui inspire l'ENA était renforcée par l'appartenance de l'ENA à une alliance plus large, celle des unions des peuples colonisés sous l'égide de l'Union Intercoloniale organisée autour d'un journal « Le Paria ». La lutte de l'ENA était aussi très marquée par l'esprit de collégialité qui allie et conjugue à souhait les revendications sociales aux revendications nationales donnant à sa tâche historique plus de consistance, plus d'importance mais la rendant du même coup insurmontable

Cette collégialité va aussi se matérialiser dans la composition organique du bureau de l'ENA. Saïd-Nacer Boudiaf relève à ce sujet une troublante affaire de conflit d'historiens autour de la composition de ce bureau, conflit qui semble, dans ce cas d'espèce, relever d'un souci de légitimité. En effet il note que les membres du bureau dont les noms sont donnés par Kaddache et Guennanèche ne recourent pas ceux qui sont donnés par Benjamin Stora (! ?). Il n'en demeure pas moins que dans les deux listes données des précisions permettent de montrer que le bureau était composé d'éléments nationalistes et communistes. Et cela participe aussi d'une certaine forme de collégialité.

La collégialité organique au sein de l'ENA prendra fin avec la directive imposée par Messali Hadj et son entourage, directive dont le but était de restreindre le principe de la double appartenance organique (PCF/ENA). Cette directive est datée. Cela permet d'en apprécier la portée et la valeur réelle et de comprendre à quelle logique elle obéissait. Il semble que le voyage à Genève de Messali soit pour quelque chose et surtout l'influence pour ne pas dire l'ingérence de l'Emir Chekib Arslane dont le rôle devra un jour être tiré plus au clair dans le revirement de Messali Lhadj et le virage nationaliste étroit de l'ENA et son amarrage à l'idéologie arabo-islamique dès 1935 qui imprimera au mouvement national algérien un caractère conservateur voire réactionnaire qui ne se démentira que dans l'action révolutionnaire des années 50 comme en témoigne le travail d'analyse de Frantz Fanon dans son ouvrage « Sociologie d'une révolution (1959) ».

La détermination de la collégialité par le substrat culturel agraro-paysan fait dire à Saïd-Nacer Boudiaf que ce comportement quasi atavique ressurgit dans la pratique politique militante à des moments précis. Ici l'allusion est faite à la situation de crise qui semble avoir un poids important comme facteur réactif chez les Algériens condamnés à trouver des solutions d'urgence en des situations critiques.

Après la dissolution de l'ENA puis de celle du PPA, la collégialité va se retrouver, nous explique Saïd Nacer Boudiaf, dans l'organisation clandestine. Là encore, l'atavisme culturel plus encore que les nécessités de la lutte indirecte, va imposer une conduite collégiale. En effet, le PPA entrant en clandestinité se dédouble. Au congrès de 1947, les militants du nationalisme radical arrivent à un compromis qui permet d'un côté, l'émergence d'une structure politique apparente et centralisée, voire fortement centralisée, (le MTLD), et de l'autre côté, une structure paramilitaire ultra clandestine, l'OS. Cette dernière très décentralisée pour des raisons qu'on devine aisément s'avère rapidement une structure de collégialité et de consensualité particulièrement opératoire et efficace. La structuration horizontale doublée d'un maillage inspiré d'un jeu de société paysanne aurésienne ou du sud « la kharbga » (espèce de jeu de dames ou rien n'est visible et où les pions sont enterrés dans le sable mais progressent par à coup et par résurgence) permet d'adapter la contrainte de la forme organique aux intelligences de la collégialité. L'OS survivra à tous les partis politiques même après sa dissolution formelle en 1950 par la direction du MTLD libérée et soulagée des pressions « des lourds »³.

Revenant sur l'OS comme forme d'organisation horizontale et collégiale, Saïd-Nacer Boudiaf expose un certain nombre de remarques qui appellent à la réflexion.

L'OS était-elle une organisation paramilitaire ou une voie de garage des éléments perturbateurs et agités ? Elle semble être née d'un compromis entre les politiques du comité directeur et central du PPA clandestin d'une part et les militants activistes de ce même parti d'autre part. Vouée à la vie clandestine, elle avait pour fonction première de préparer militairement les Algériens à l'insurrection armée contre l'ordre colonial. Un an après sa création elle est dissoute par les dirigeants du MTLD et ses responsables éparpillés.

Saïd-Nacer Boudiaf s'interroge sur un second point cardinal en rapport avec cette organisation secrète. Il signale que la première fois qu'on a parlé publiquement de l'OS c'est avec l'affaire de Tébessa quand un militant a été « donné » à la police par son épouse pour des raisons encore inconnues. Avant son arrestation un commando est diligenté à Tébessa pour l'enlever, commando dans lequel on retrouve Larbi Benmhidi⁴.

³ Boudiaf, M., *La préparation du 1^{ère} Novembre*, Paris, édition de l'Etoile, 1974.

⁴ Bounbider, S., « Deux héros témoignent », Revue *Repères*, Alger, éditions Marinoor, 1998.

La direction du MTLD prend alors les devants et crie au complot policier pour dénoncer une répression contre le parti. Saïd-Nacer Boudiaf met en doute cet argument. Il soutient que s'il y a eu complot contre l'OS : c'est un complot de la direction du MTLD qui voulait se débarrasser d'une organisation clandestine sur laquelle elle n'avait que peu d'informations et aucun contrôle. Encore un conflit de centralité et de collégialité, sur fond de conflit entre les politiques professionnels et les militants dont beaucoup étaient clandestins et vivaient au sein de la paysannerie (Lakhdar Bentobbal était au maquis depuis 1945 dans les Aurès ainsi que Boudjemaa Souidani originaire de Guelma mais qui travaillait sous un faux nom dans la Mitidja ainsi que bien d'autres).

Dans son ouvrage sur la préparation du premier novembre, Mohamed Boudiaf a rendu compte de manière précise, mais concise et rapide malheureusement, de ce conflit latent entre centralisateurs et consensualistes (on se reportera avec intérêt et profit à ce témoignage de première main)

Toujours est-il, poursuit Saïd-Nacer Boudiaf, l'OS fera sa réapparition en toute clandestinité au cours de l'année 1954, sans que le parti et sa direction embourbés dans un conflit de légitimité et de prérogatives entre messalistes et centralistes, n'en soient informés. Ils seront surpris par le déclenchement de la Révolution. Cela veut dire concrètement que l'organisation des consensualistes n'a pas obtempéré aux injonctions de la centralité (et c'est heureux). Le travail de regroupement était maintenu et entretenu aussi bien à un niveau de coordination nationale (Benboulaïd et Boudiaf au niveau de la direction du MTLD) et poursuivi à un niveau militant sur tout le territoire (Ben'Mhidi, Bitat, Didouche, Boussouf, Benabdelmalek, Souidani, Zirout, Bentobbal, pour les plus connus) au niveau des structures de base à travers tout le territoire national (mais particulièrement dans l'Est algérien).

Une seconde remarque fait dire à Saïd-Nacer Boudiaf qu'il y avait un problème de représentation géopolitique du mouvement national entre 1945 et 1954. Il souligne le fait suivant qui demande à être traité de manière scrupuleuse et rigoureuse par les historiens professionnels, loin de tout idéologisme politicien ou de tout réflexe chauvin et régionaliste.

1°) Le PPA, dissous en 1939, a continué à activer et s'est déployé en Algérie, contrairement à l'ENA qui était restée surtout implantée en France dans les milieux syndicalistes et anticolonialistes. Mais une fois disloqué en MTLD et OS, le PPA n'a pas disparu ni en tant que sigle ni en tant que programme radical (contrairement au programme réformiste et légaliste du MTLD) (voilà une question à méditer). C'est ainsi que

Saïd-Nacer Boudiaf pense que la géographie militante de l'Algérie devait approximativement correspondre vers les années 1946-54 à la cartographie suivante :

Prédominance du PCA et des Oulémas dans l'Ouest algérien, anciens alliés du Congrès musulman, avec forte implantation de ces derniers pour contrecarrer le parti des *béni-oui-oui* sur lequel s'appuie la France officielle –celle des grands colons de l'Ouest appuyés sur les confréries maraboutiques, surtout pour contrer l'influence montante du PCA et du syndicalisme agricole (l'Ouest algérien était le pays de la vigne et de l'alfa, deux produits fort rentables pour les colons et pour les compagnies multinationales du papier). La géographie humaine explique aussi cette répartition géopolitique. Dans les centres urbains, la population d'origine européenne était numériquement supérieure à la population autochtone (si l'on excepte certaines vieilles cités comme Tlemcen, Nedroma, etc.). Qui plus est, un indice intéressant soutient cette hypothèse de répartition. Les militants communistes de l'ENA venaient presque tous de l'Ouest (Hadj Abdelkader, Messali Lhadj -le premier Messali- et Saïdoun Yahia et Makrouche, militants de Beni Abbes). Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les radicaux communistes voient monter à côté d'eux, un mouvement de gauche social-démocrate proche de la SFIO, mouvement qui leur dispute la syndicalisation surtout celle des travailleurs autochtones indigènes. C'est ce qui explique la visite d'Albert Camus à Tlemcen en 1949.

Dans la région Centre qui comprend la Kabylie, les partis politiques prédominants sont le MTLD qui se divisera en 1954 en centralistes et en messalistes. Saïd-Nacer Boudiaf tente une lecture qui mérite attention. Il constate que la direction de l'OS avait été un moment confiée à Aït Ahmed. Ce qui supposait que la Kabylie était une région travaillée par les consensualistes activistes. Mais la crise de 1949 voit un changement dans la direction avant la dissolution. La Kabylie allait être particulièrement surveillée par la méfiance malade des centralistes parce qu'elle était très attachée à Messali Lhadj pour des raisons historiques liées à l'histoire de l'ENA d'une part et d'autre part à cause de les centralistes citadins d'Alger, Blida et Médéa qui voyaient d'un mauvais œil la Kabylie après l'épisode de la crise dite « berbériste ». Ce qui ne manque pas de poser problème, c'est que la Kabylie qui était animée par des maquis depuis 1945, ne fournit pratiquement aucun encadrement à l'OS depuis le soulèvement et la répression du 8 mai, mis à part le cas d'Aït Ahmed, éliminé peu après. Saïd-Nacer Boudiaf y voit deux explications majeures.

- La première réside dans le fait que la Kabylie était disputée entre les courants conservateurs des Oulémas qui y multiplient les meetings – Bachir El Ibrahimi à Tizi Ouzou dans la deuxième moitié des années 40, les communistes fortement implantés dans les syndicats de transports (chemin de fer, etc...) et chez les instituteurs fort nombreux, et enfin les messalistes du PPA –MTLD.

- La seconde c'est qu'elle était tout autant disputée entre les deux courants légalistes du PPA-MTLD (messalistes et centralistes). Ce qui fait que la Kabylie est pratiquement absente de la réunion des 22 en juillet 1954 au Clos Salembier, car les responsables militaro-politiques de la Kabylie, en l'occurrence Krim Belkacem et Ouamrane, avaient demandé à réfléchir avant de s'engager avec les activistes de l'OS. Ils avaient entre-temps envoyé à Hornu au congrès du MTLTLD une délégation conduite par Zaamoum pour s'enquérir des intentions de Messali dont ils avaient épousé la cause contre les centralistes. Après le congrès, Krim Belkacem rallia la cause des activistes et pris part à la réunion de fin octobre qui devait décider de la date du déclenchement. C'est à cette occasion que fut prise la photo des six promoteurs (pour plus de détails, se reporter au livre de Mohamed Boudiaf sur la préparation du premier novembre). Avec l'adhésion de la Kabylie à la logique collégiale contre le centralisme excessif des centralistes et des messalistes, le courant consensuel devenait de plus en plus important et la perspective de lancement de la guerre révolutionnaire devenait de plus en plus concrète et réelle. Son déclenchement devait surprendre aussi bien les centralistes que les messalistes, même si les uns et les autres savaient plus ou moins qu'une initiative se préparait sans eux.

Reprenant les notes prises au cours d'interventions de Mohamed Boudiaf sur la préparation du premier novembre, Saïd-Nacer, relève que l'OS était en 1954 pratiquement animée par tout un staff de militants activistes plus ou moins en dissidence avec le comité central du MTLTLD, y compris Mostefa Benboulaïd qui était membre de ce comité central. Une autre observation mérite également attention aux dires de Saïd-Nacer Boudiaf. Il s'agit de la répartition géographique de l'encadrement coordinateur. En 1954, après la réunion des 22, tenue expressément à Alger pour la symbolique de l'unité nationale (Alger, capitale) la répartition des responsabilités donnait l'organigramme suivant :

- Didouche Mourad, responsable de l'Est algérien, Nord-Constantinois (wilaya II).
- Zirout Youcef, assesseur, adjoint.

- Benboulaïd Mostefa, responsable de l'Est algérien, Sud-Constantinois (wilaya I).
- Chihani Bachir, assesseur, adjoint.
- Krim Belkacem, responsable du Centre algérien, Kabylie, (wilaya III).
- Ouamrane Amar, assesseur, adjoint.
- Bitat Rabah, responsable du Centre algérien, Ouest d'Alger (wilaya IV).
- Souidani Boudjemaa, assesseur, adjoint.
- Ben M'hidi Larbi, responsable de l'Ouest algérien, Oranie (wilaya V).
- Bousof Abdelhafidh, assesseur, adjoint.

Une sixième wilaya était créée mais restée sans encadreur.

Saïd-Nacer s'interroge sur l'inexistence de représentation d'encadrement de l'OS dans l'Ouest et dans le Sud algériens. Ce qui a obligé l'OS à charger Larbi Benmehidi et Bousof de la tâche. L'organisation a-t-elle existé dans cette région ? Où étaient les militants ? Est-ce que les forces coloniales ont pu la démanteler à ce point ? Des militants de l'Ouest, Saïd Nacer en a connu dans les rangs de l'ALN dans les Aurès au moment de la guerre, dès 1955.

Dans la partie est du pays, il semble que l'OS ait bien résisté au démantèlement suscité et provoqué par les forces coloniales et imposé par le comité central du MTLN dès 1950. L'existence de l'encadrement et la forte proportion des membres des 22 originaires de l'Est le démontrent aisément. C'est pourquoi Saïd-Nacer Boudiaf n'écarter pas la thèse d'un complot, un double complot. Celui de la police coloniale qu'évoquent les centralistes mais aussi et probablement un complot de la direction du parti pour dissoudre les cellules activistes. A l'appui de ses hypothèses qui entrent dans le cadre de la lutte entre les deux lignes: la ligne de collégialité et celle de la centralité, Saïd-Nacer Boudiaf rappelle que le premier responsable national du FLN arrêté en 1955 fut Rabah Bitat livré aux forces colonialistes par une « taupe » des services de renseignements qui avaient pu infiltrer l'OS dans la région Centre : il s'agissait de Kobbus de Blida (Belhadj chargé de la logistique et du manuel d'instruction militaire de l'OS). Il souligne aussi que la lutte entre les deux lignes était devenue particulièrement aiguë car les citadins centralistes avaient plus ou moins compris qu'ils s'étaient fait doubler par les ruraux et que les ruraux étaient trop radicaux et trop rigides, donc très peu politiques. L'année 1955 allait être la parfaite illustration de ce conflit

en pleine guerre d'Algérie. Ce conflit va se matérialiser par un ensemble de faits dont la lecture doit être menée avec sérieux et sans naïveté. Saïd-Nacer Boudiaf note que pour la seule année 1955 trop d'indices montrent que les forces colonialistes, mais aussi les partis dépassés, ciblaient en priorité les activistes et visaient à les neutraliser pour des raisons différentes bien entendu. D'abord il y eut les décapitations des wilaya I, II et IV avec la mort de Didouche (W.II) au combat et l'arrestation de Benboulaïd (W.I) à la frontière algéro-lybienne et de Bitat (W.IV) à Alger. Pour lui, cela n'est pas le fait de la guerre car Bitat était tombé dans un traquenard, Benboulaïd fut intercepté à son retour de Lybie, cela relève du renseignement et non de la guerre sur terrain. Pour ce qui est de Didouche, Saïd-Nacer souligne et insiste que pendant la guerre les responsables supérieurs n'étaient pas directement impliqués dans les combats et ne devaient jamais l'être. Ils n'étaient donc pas opérationnels sur le terrain en raison des charges et des responsabilités surtout au début de la guerre où tout était à organiser. La propagande colonialiste s'étant déchaînée à ces occasions pour affirmer que le soulèvement était contenu et que les chefs étaient neutralisés, l'ALN décida de lancer une grande offensive dans l'Est algérien en particulier où deux chefs militaro-politiques de premier rang avaient été éliminés (Didouche mort au maquis, Benboulaïd emprisonné à Constantine) et un troisième mis en difficulté de gestion de sa wilaya, Chihani Bachir de la wilaya I. Après l'arrestation de Bitat, la direction de la wilaya IV revint à Ouamrane.

La grande offensive lancée pendant l'été 1955 fut organisée et concertée par Zirout Youcef et Chihani Bachir. Elle visait à desserrer l'étau des forces du général Ducourneau sur les Aurès, en même temps qu'elle prenait une symbolique, il s'agissait d'exprimer sa solidarité avec le Maroc dont le roi Mohamed V venait d'être mis aux arrêts et déporté à Madagascar. C'est encore sur la base d'un principe de collégialité et de concertation que cette opération fut lancée. Elle devait témoigner de deux faits capitaux. Le premier c'est que les wilayas étaient autonomes et avaient toute latitude d'initiative. Le second fait soulignait que les wilayas avaient une force de frappe appréciable et n'étaient nullement isolées. En fait la coordination entre elles existait du fait de l'homogénéité des militants appartenant tous au courant radical de l'OS et étant tous à un degré ou à un autre rompus à la lutte clandestine depuis la création de l'OS, voire même depuis les événements de mai 1945. Le travail de longue haleine et de symbiose avec la population, surtout rurale, a abouti au fait que l'organisation évoluait pratiquement dans la plus grande sécurité dans le milieu paysan et dans les régions montagneuses de

refuge. Saïd-Nacer Boudiaf évoque les mobilisations en vue de travaux préparatifs (casemates, hôpitaux, collecte d'armes et de munitions, entraînement aux marches nocturnes et aux diverses méthodes de guérillas, et ce au lendemain même des événements de mai 1945 et se rappelle des accélérations des préparatifs avec la création de l'OS et de l'intensification des mises en conditions et des apprentissages paramilitaires au lendemain de la dissolution de l'OS, en 1950. C'est dire que le travail était organisé depuis au moins une dizaine d'années avant le déclenchement du premier novembre.

Ainsi donc en 1954, le mouvement national algérien après bien des péripéties avait pu arriver à maturité grâce à cette culture de collégialité et de consensualité en totale symbiose avec la culture profonde du peuple. Mais ce n'était pas une mince affaire.

La centralité, nécessité ou stratégie de captation du pouvoir décisionnel et de commandement ?

La centralité comme forme de gestion de l'activité sociale ou politique semble une réalité nouvelle dans la culture algérienne portée, comme cela aura été souligné plus haut vers l'ultra-démocratie ou l'égalitarisme absolu propre aux mentalités rurales et paysannes. Seules les structures archaïques (gérontocratie, maraboutisme) ont pu à des moments précis ou lors de situations exceptionnelles de crise servir de catalyseur et de lieu de décision. La structure villageoise rurale ou montagnarde témoigne à ce jour encore, de l'existence ou de la persistance de la concertation collective des « Tadjemaat ».

C'est la loi de 1905, loi française qui permettra aux différentes associations de voir le jour. Ce cadre associatif réglementé est un fait de modernité dans la vie culturelle et sociale des Algériens même s'il n'a pas été une conquête directe de leurs revendications. Mais, pour nouveau qu'il est, ce cadre va bouleverser les comportements de la grégarité sociale. Les Algériens qui découvrent l'organisation au sens moderne du terme sont d'abord les émigrés et le petit prolétariat (syndicats, associations et coopératives, etc.)

Sur le plan strictement politique, il faudra attendre la fondation de l'ENA en France au début des années 20 pour voir les Algériens se doter d'une organisation propre et qui devra se battre avec acharnement pour préserver son autonomie et son indépendance dans la solidarité internationale d'abord, puis dans l'isolement ensuite.

La centralité qui va apparaître avec la cristallisation organique de l'ENA va être compensée par un contrepoids de taille. D'abord le

caractère culturel plus que politique du regroupement. L'Afrique du Nord de l'époque n'existait pas politiquement et n'était pas une entité homogène socialement. Il restait que culturellement et religieusement, deux segments forts unissaient les trois pays (les langues populaires et la religion musulmane) bien que l'ENA n'ait jamais pu réunir les trois composantes (algérienne, marocaine, tunisienne). A cela s'ajoute que dans l'émigration se distendent et s'érodent les anciens rapports de production et les anciennes superstructures idéologico-culturelles traditionalistes. Les anciennes formes de l'hégémonisme et de la domination n'ont plus cours. Voilà pourquoi l'idée même de centralité va paraître contre nature pour les émigrés qui n'adhéreront que sous le coup de l'extrême nécessité d'abord puis par solidarité et par prise de conscience progressive par la suite.

Cette centralité acceptée, somme toute relative, au regard des ambitions du cadre maghrébin toujours en potentialité (comme si les émigrés avaient répondu expressément aux appels de Abdelkrim le rifain), l'ENA va se trouver très vite confrontée à une tentative d'encadrement organique et idéologique, une supra centralité de tutelle. Il y a d'abord celle du PCF qui lui donne refuge et l'aide à se structurer ainsi que la SFIO (voir les mémoires de Messali Lhadj). Ensuite cette même supra centralité va devoir s'alléger et se dissoudre dans la structure concertative et collégiale de l'Union Intercoloniale quand elle sera gérée directement par les délégués coloniaux à l'instar de Ho chi Minh le Vietnamien, Chou En Lai le chinois etc. Le processus de centralité qui se présente en premier à l'ENA est un processus de modernité, un processus révolutionnaire et anti capitaliste autant qu'anti impérialiste. Dans le cadre de l'Union Intercoloniale, l'ENA va tenter de se faire le porte-parole des émancipations des colonies du Maghreb et même de l'Afrique. Son aura gagne en prestige grâce en grande partie à la guerre du Rif qui amplifie la propagande anticoloniale en Europe et dans le monde, même si elle ne rencontre pas l'intérêt des Américains, isolationnistes à cette époque mais initiateurs de la Charte de la SDN et du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes. Le désintérêt des USA permet de pousser l'ENA vers l'Internationale communiste. Des membres du Bureau font le déplacement à Moscou (Abdelkader Hadj Ali). La centralité d'inspiration communiste permet à l'ENA de se structurer et de bénéficier d'un large réseau de soutien logistique et de solidarité agissante tout en l'intégrant à un combat émancipateur aussi bien national que social (participation à des écoles de formations syndicales et politiques, participation à des congrès anti impérialistes, contact et élargissement des horizons à presque tous les

continents où les luttes montent). La coexistence organique des éléments communistes et nationalistes a permis à l'ENNA de devenir un cadre organique de premier plan. Sa représentation était double: nationale aussi bien qu'internationale. Mais la présence de plus en plus massive de travailleurs nord-africains en France et la proximité géographique des colonies du sud de la Méditerranée avec une forte présence de colonies de peuplement en Algérie ne manquent pas de poser des problèmes relationnels avec le PCF et même avec la SFIO. Comme le gros des troupes de l'ENNA était surtout constitué de travailleurs algériens, les rapports entre l'ENNA et le PCF –PCA n'allaient pas tarder à achopper sur la question coloniale. Mais, même si les rapports étaient plus ou moins conflictuels, il n'en demeurait pas moins que lors de graves crises la solidarité internationaliste ressoudait les rangs. Il en fut ainsi pendant la guerre civile espagnole dont les conséquences sur la vie politique et organique de l'ENNA n'ont à ce jour jamais fait l'objet d'une étude sérieuse et approfondie. Pourtant il est établi avec certitude que les militants internationalistes algériens se sont sentis concernés par la lutte antifasciste. Deux brigades internationales algériennes ont été constituées. On ne sait pas quels sont la part et le rôle de l'ENNA dans cette initiative. Mais il est certain que la brigade internationale montée et conduite par Messaoud Ousidhoum, travailleur émigré d'origine algérienne, natif du village de Boucif dans le Djurdjura, était partie de France. Des chercheurs (rares) mentionnent que cela se serait fait avec le concours du PCF. Il y eut une seconde brigade internationale algérienne montée et conduite par le colonel Belaïdi (dont parle André Malraux dans son livre *L'Espoir*) et qui serait, quant à elle, partie d'Algérie (! ? !). Le personnage de Belaïdi bien que mentionné dans un ouvrage de fiction (roman de Malraux) aurait bel et bien existé puisque les Espagnols viennent de lui rendre hommage en créant une brigade de bouclier humain portant son nom lors de la dernière guerre mondiale menée contre le peuple irakien en 2002-2003.

Paradoxalement c'est en 1936 que le front populaire dissout l'ENNA. Sans doute qu'il y a là matière à interroger l'histoire car cela paraît comme une énigme. Si le Front Populaire a dissous l'ENNA c'est peut-être en raison du glissement de sa ligne politique vers l'arabo-islamisme, une idéologie anti communiste inspirée et téléguidée du fait du parrainage exercé par l'Emir Chekib Arslane sur Messali Hadj au congrès euro-musulman de Genève en 1935. Chekib Arslane qui avait rompu avec Azam Pacha l'officier turc qui servait d'intermédiaire entre la Turquie et l'URSS, avait du mettre en garde Messali contre toute intervention dans la guerre civile espagnole et ne voyait pas d'un mauvais œil la chute d'une

république anarcho-communiste dont la contagion sur le Maghreb risquait de propager un communisme activiste, radical et qui pouvait être un sérieux barrage au développement des idées islamistes et arabistes que les roitelets d'Orient propageaient à coup de pétrodollars pour barrer la route au communisme en Méditerranée occidentale. De plus l'implication directe des forces rifaines, marocaines et sahraouies dans la guerre aux côtés des fascistes franquistes risquait selon Chekib Arslane de créer des situations conflictuelles durables entre le Maroc, une monarchie musulmane sous tutelle et protectorat français et l'Algérie dont le mouvement national radical s'engageait ouvertement dans le camp anti capitaliste et partant pro-soviétique. Le renforcement du pouvoir de Messali sur l'ENA devait ouvrir la voie à une restructuration organique en vue d'une centralité plus forte, plus musclée et plus bureaucratique. L'argent de l'émir Arslane et les aides des Emirats et monarchies orientales allaient faire le reste. La centralité positive anti-colonialiste et anti-impérialiste allait aboutir à une autre centralité plus conservatrice et partant plus réactionnaire obviée derrière l'écran de fumée d'un radicalisme nationaliste. L'ENA collégiale à segments multiples et à sensibilités plurielles, avait vécu avec la naissance du zaïmisme messaliste et avec elle fut "enterrée" la culture consensuelle. La collégialité de direction avait fait, à son tour, long feu.

Au cours de la seconde guerre mondiale, les choses vont évoluer dans le même sens. Avec le pacte germano-soviétique qui met fin aux hostilités entre l'Allemagne et ses alliés de l'Axe et les soviétiques, un courant pro-germanique se manifeste dans le PPA et affiche un nationalisme chauvin et quelques peu étroit. C'est probablement sur l'instruction de Chekib Arslane, allant sur ses derniers jours (il meurt en 1942), que Messali fait exclure les militants et responsables du PPA qui affichèrent une sympathie ouverte envers l'Allemagne, surtout à partir de l'entrée en guerre des USA aux côtés des alliés occidentaux. Et cette entrée des USA en guerre allait bouleverser la tactique politique du PPA et infléchir quelque peu sa ligne ultra nationaliste que par calcul sans doute, l'Allemagne voulait favoriser pour bénéficier de sympathie auprès des populations nord-africaines. De fait se constitue un PNA (Parti National Algérien) fondé par Benslimane un militant islamiste de Médéa qui mobilisera certains responsables comme des dirigeants du mouvement scouts (Bouras et le Dr Benarbia qui seront exclus du PPA et fusillés par la suite).

La centralité se renforce encore davantage à la faveur d'un glissement en apparence démocratique, ou anti fasciste (pour éviter, disait-on, les dérives). Le PPA agissant plus ou moins ouvertement en Algérie se voit

obliger de renforcer ses structures et créer une permanisation de type bureaucratique. Dans la lutte concurrente pour gagner en influence dans les couches populaires pourtant fort bien acquises à son radicalisme et pour profiter d'une conjoncture favorable à une mobilisation dans le cadre du Manifeste inspiré par le général Monroe aux nationalistes algériens surtout les modérés (Ferhat Abbas en particulier et les Oulémas), Messali accepte le principe d'intégrer cette nouvelle alliance encouragée par les Américains. En adhérant aux AML, le PPA se coupe définitivement de ses anciens alliés de l'Internationale Communiste. Il développera aux côtés des modérés et des Oulémas toute une propagande anticommuniste de plus en plus manifeste.

Au moment de l'armistice, en mai 1945, des militants dans le constantinois outrepassent les directives du parti qui entendait limiter ces manifestations à l'occasion de la victoire des Alliés à rappeler à la France ses engagements pris par le général Catroux d'accélérer l'émancipation de l'Algérie. Les manifestations organisées tournent aux émeutes qui débouchent sur les massacres perpétrés par les colons et par les autorités locales. La fracture est alors consommée. La prise de conscience politique des Algériens s'accélère comme en témoigne la littérature de l'époque avec Kateb Yacine, Mouhoub Jean Amrouche, Mohamed Cherif Sahli etc. Cette fracture n'intervient pas seulement entre la communauté indigène et les communautés d'origine européenne et pied-noire mais elle intervient également entre les formations politiques algériennes et même à l'intérieur du PPA. La révolte populaire de 1945 dans l'est du pays provoque un véritable cataclysme au sein même du parti populaire et conduit à un dépérissement de la centralité inspirée et téléguidée par Chekib Arslane relayé par Messali Lhadj. La crise qui suit les échecs électoraux du PPA aux élections législatives pour la représentation à l'Assemblée algérienne s'aggrave malgré le succès paradoxalement foudroyant aux élections municipales. Les Algériens de plus en plus politisés comprennent que les seuls sièges que l'administration coloniale veut bien leur céder ce sont ceux qui lui permettront d'administrer le pays et de donner l'impression, tout juste l'impression d'une participation à la gestion de la vie quotidienne. Le radicalisme populaire entraîne alors les éléments les plus radicaux à penser à un mouvement d'envergure pour libérer le pays. C'est de cette époque que datent ces préparatifs de longue haleine dont parle Saïd-Nacer Boudiaf. La lutte entre centralité et collégialité consensuelle rebondit alors au sein des formations militantes et des groupes obligeant le parti à réagir en deux temps :

D'abord par une diversion de ce qui fut par euphémisme appelé « la crise berbériste » qui se manifeste par une lutte entre les partisans d'un nationalisme arabo-musulman et les nationalistes strictement algérienistes. Ayant jugulé la crise par des exclusions et des mesures disciplinaires, ensuite le parti ne ramène le calme qu'en concédant la tenue d'un congrès. Le parti aboutit alors à l'émergence de deux structures parallèles. D'une part un parti légaliste électoraliste : le MTLD dirigé surtout par des citoyens et fortement implanté dans le centre de l'Algérie et à l'ouest d'Alger. D'autre part la constitution d'une organisation paramilitaire l'OS fortement implanté dans l'Est algérien et fort probablement en Kabylie. Cette crise se double d'une tension extrême entre les messalistes fortement marqués par l'idéologie d'un nationalisme arabo-musulman et dont la base constitutive se compose toujours des éléments prolétariens de l'émigration, et du petit peuple en Algérie, et les centralistes fortement marqués par les nouvelles idées démocratiques occidentalistes nées et propagées à la faveur du débarquement anglo-américain en 1942-43. La centralité politico-organique devient bicéphale ainsi que les référents idéologiques (arabo-islamisme et démocratism occidentaliste). Cette situation de crise de la centralité perdurera jusqu'au premier novembre 1954 qui fait éclater les cadres organiques par la dissolution de tous les partis nationalistes laissant la voie ouverte à la collégialité consensuelle. Malheureusement elle ne sera pas de longue vie et disparaîtra définitivement avec le congrès de la Soummam en août 1956.